



## Déclaration de Droits Diversité Dialogue contre le projet de loi 21

Le groupe Droits Diversité Dialogue exprime son désarroi et sa consternation face au projet de loi contre le port de signes religieux. En tant que Québécoises et Québécois qui aspirent à vivre dans une société libre et égalitaire, nous estimons que nous devons réagir et prendre une position claire contre ce projet de loi discriminatoire du gouvernement Legault.

Nous sommes d'avis que le projet de loi 21 :

- constitue une violation de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.
- est une solution à un problème inexistant, puisque les employé-e-s de l'État doivent déjà respecter des codes d'éthiques qui garantissent leur neutralité y compris leur droit de réserve.
- ne répond pas à un problème urgent et réel et cela, par des mesures proportionnées et que donc son utilisation de la clause dérogatoire n'est pas justifiée ni justifiable.
- n'est pas laïque, puisqu'il va à l'encontre de la neutralité de l'État en défavorisant des citoyen-e-s en fonction de leurs croyances ou de leurs convictions religieuses.
- bafoue le droit à la liberté de conscience des citoyen-ne-s visé-e-s et les oblige à choisir entre leur spiritualité et leur gagne-pain.
- va à l'encontre de l'égalité entre les sexes, puisqu'il vise particulièrement les femmes musulmanes portant le hijab.
- encouragera encore plus de Gatinoises et Gatinois à travailler ou à déménager en Ontario, accroissant le manque de professionnels en enseignement dans la région.

Le gouvernement Legault contribue avec ce projet de loi à renforcer les préjugés, les stéréotypes, le sexisme, et la stigmatisation d'une partie de la population déjà vulnérable, au lieu de mettre en place des lois pour contrer l'intolérance envers tous les groupes minoritaires sur la base de leur appartenance religieuse, ethnique, sexuelle, ou de leurs conditions sociales. Nous appelons les élu.e.s de tous les paliers de gouvernement, ainsi que la société civile, à se positionner contre ce projet de loi inacceptable.

***Droits Diversité Dialogue** est groupe citoyen non-partisan et pluraliste qui milite contre le racisme et la discrimination. Nous visons à encourager le dialogue et le vivre ensemble, notamment par la sensibilisation de la population de l'Outaouais et par le développement et le renforcement des liens entre les communautés de la région.*